



## Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

38 | 2014

**Au défi de l'anthropocène : la nécessaire alliance des humanitaires et des environmentalistes ?**

---

# Les catastrophes saisies par les sciences sociales

Philippe Ryfman

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2996>  
ISSN : 2105-2522

### Éditeur

Médecins du Monde

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014  
Pagination : 106-110  
ISSN : 1624-4184

### Référence électronique

Philippe Ryfman, « Les catastrophes saisies par les sciences sociales », *Humanitaire* [En ligne], 38 | 2014, mis en ligne le 12 septembre 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2996>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# Les catastrophes saisies par les sciences sociales

Philippe Ryfman

---

## RÉFÉRENCE

Sandrine Revet et Julien Langumier (dir.), *Le gouvernement des catastrophes*, Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales », 2013.

- 1 Les ouvrages de chercheurs consacrés aux multiples dimensions des catastrophes (naturelles, industrielles, écologiques) sont malheureusement encore trop rares en langue française, alors que la littérature anglo-saxonne est largement fournie sur le sujet depuis plus de deux décennies. Ne serait-ce que pour cela, l'initiative de Sandrine Revet et Julien Langumier de réunir plusieurs universitaires issus de diverses disciplines (même si l'anthropologie/ethnologie domine) afin de réfléchir ensemble sur le « gouvernement des catastrophes » et les formes de celui-ci serait déjà à signaler.
- 2 Sandrine Revet est anthropologue et travaille essentiellement sur l'international. Elle a publié antérieurement un livre remarqué – tiré de sa thèse de doctorat – sur la récurrence des coulées de boue destructrices frappant le littoral central du Venezuela<sup>1</sup>. Tandis que Julien Langumier – à la fois ingénieur et ethnologue – s'intéresse (à partir d'une position de chargé de mission sur le fleuve Rhône) à l'action publique française de prévention des risques et de ses interfaces avec les populations. Ces deux jeunes chercheurs, qui font déjà autorité dans leurs champs respectifs, sont largement à l'origine d'une approche neuve de ces questions à partir d'un angle multidisciplinaire et à travers le point d'appui que constitue l'Association pour la recherche sur les catastrophes et les risques en anthropologie (ARCRA) qu'ils ont cofondée.
- 3 La problématique développée par les deux coordinateurs de la publication prend, dès l'introduction (p. 10-12), le contrepied de la tendance dominante depuis les années 1990 de promotion d'une « culture du risque ». Ils constatent que la traduction pratique de ce concept se résume en deux formes d'injonction. La première postule – sans la discuter vraiment – l'existence d'une culture du risque soi-disant experte et prétendument détenue par des acteurs spécialement mandatés pour intervenir. La seconde tente de faire reconnaître les savoirs et pratiques utilisés par les habitants pour se protéger face aux risques ou en cas de catastrophes et valorisent (non sans un certain romantisme) les « savoirs traditionnels », les « cultures locales du risque » ou encore des « cultures de la catastrophe ». Elle est particulièrement bien représentée dans la littérature anglo-saxonne et souvent reprise telle quelle par des responsables ou des personnels d'organisations humanitaires comme une donnée quasi-absolue, intangible en toutes circonstances et non discutable.
- 4 Or, Revet et Langumier s'en distancient et proposent une approche « alternative et symétrique nourrie par l'empirisme ». À cette fin, ils privilégient les dispositifs de gouvernement *de* et *par* la catastrophe d'une part. De l'autre, ils s'intéressent aux pratiques ordinaires et routines qui diluent le désastre dans le quotidien post-événement. L'ouvrage veut donc témoigner de la richesse potentielle de cette démarche originale. Il y réussit dès l'abord à travers la longue introduction que les deux coordinateurs signent et



qui – en soi – constitue une des contributions parmi les plus significatives. D'autant que le contenu des six chapitres qui suivent (répartis en trois parties) – comme il est fréquent en l'espèce – est inégal suivant les contributeurs, compte tenu de la diversité des thèmes retenus.

- 5 Cependant, on soulignera spécialement la tentative d'ethnographie de la grippe aviaire H1N1 de 2009 menée par Frédéric Keck – lui aussi anthropologue – au chapitre 2. L'auteur note ainsi que cette pandémie a brouillé « la distinction habituelle entre « risque » et « catastrophe », entre la connaissance et le réel au profit du tiers espace qu'est le virtuel, dans lequel agissent les acteurs, et qui a donc des effets réels ». Pour lui, l'ethnographe joue alors le rôle d'un « sociologue de la critique » (p. 74). Il ajoute qu'un événement de cette nature – leçon devenue classique et tirée de travaux antérieurement réalisés en anthropologie des catastrophes – ne prend sens qu'en fonction des crises qui l'ont précédé (dans le cas d'espèce le 11-Septembre, la crise de la vache folle ou l'épidémie de SRAS). Il conclut son article par un essai passionnant d'ethnographie de la biosécurité, c'est-à-dire « une étude de ce que signifie vivre quotidiennement avec les virus », aussi bien dans une ferme de volailles de Hong Kong qu'au Centre Pasteur installé dans l'université de cette même ville.
- 6 Mara Benadusi, anthropologue italienne, s'est livrée quant à elle à une recherche ethnographique dans des régions côtières du Sri Lanka après le tsunami de 2004. Son matériau repose sur les programmes menés par des agences d'aide italiennes avec les dons collectés à l'occasion de cette catastrophe, notamment l'antenne de la Coopération Italienne à Colombo. Dans la gouvernementalité de la catastrophe, elle remet en question – à partir de ce terrain d'études – ce qu'elle estime être le « concept romanesque de communauté » à propos des populations locales, concept très utilisé « dans des expressions comme « communauté de pratique » (community of practice) omniprésentes dans la rhétorique de l'après-catastrophe, par celui de « collectivité politique de pratiques » (polity of practices) ». Selon cette chercheuse, il rendrait mieux compte du fait que les acteurs en situation de catastrophe ne sont pas tous également et spécialement intéressés à la supposée « communauté » (p. 107)... Dès lors, les intervenants internationaux vont se trouver impliqués dans un tissu d'échanges porteur de confusions, de malentendus et de conflits, difficiles à appréhender comme à gérer, mais riches de possibilités d'apprentissage.
- 7 Le co-directeur de l'ouvrage Julien Langumier livre lui une étude extrêmement fouillée, intitulée « concerter, négocier, mobiliser » sur la politique de prévention des inondations du Rhône. Observant l'action publique de l'intérieur, il montre le décalage permanent entre le discours martelé de la « culture du risque » et (là encore) la réalité de relations et de « stratégies complexes établies par les acteurs locaux qui jouent de la polarisation et de la confrontation avec les gestionnaires mais aussi de leur capacité à conduire pragmatiquement la négociation » (p. 183). Auparavant, il aura souligné que les inondations du passé constituaient des référents « dans les discours sur l'identité de ces territoires et de ses habitants ». Dès lors, la mémoire de l'inondation ne saurait être réduite « à une ressource susceptible de légitimer systématiquement les politiques publiques de prévention » (p. 182).
- 8 Toujours à propos de ce type spécifique (notamment par leur répétition chronologique et prévisible) de désastres naturels que sont les inondations, Susann Ullberg – doctorante suédoise en anthropologie – livre une précieuse ethnographie des mémoires de catastrophes, portant sur la ville de Santa Fe (Argentine). Refusant de se centrer sur un

seul site (suivant la méthode traditionnelle de recherches ethnographiques), elle montre tout l'intérêt – au contraire – d'un travail translocal ou multi-situé « composé selon plusieurs axes : personnes, choses, fractions de l'espace ou autres » (p. 214). Ce décentrement ouvre de vastes perspectives sur la dynamique des catastrophes en milieu urbain, notamment le fait que le souvenir du même événement revêtira des formes incompatibles entre différents quartiers de la ville. Tandis que celui d'un autre sera parfaitement uniforme, voire érigé en dogme.

- 9 Enfin, les deux dernières contributions émanent d'abord d'un historien, Marc Elie. Travaillant sur la fin de la période soviétique en Asie centrale, il entreprend une histoire politique du gouvernement par la catastrophe à propos de la maîtrise des coulées de boue et de la mise en valeur touristique des montagnes entourant la ville d'Alma-Ata (aujourd'hui Almaty) au Kazakhstan durant les deux dernières décennies du régime communiste. L'article est riche de précisions sur les mécanismes de pouvoir et de propagande, au moment où les élites dirigeantes de certaines républiques de l'ex-URSS commencent à acquérir une relative autonomie par rapport au centre moscovite. Néanmoins, ce contexte très particulier crée – nous semble-t-il – un décalage notable avec les réalités contemporaines, rendant difficile la translation de la problématisation retenue au gouvernement des catastrophes au XXI<sup>e</sup> siècle. Y compris dans l'aire post-soviétique régionale.
- 10 La même remarque paraît applicable au texte de la sociologue italienne, Laura Centemeri, à propos de la « mémoire discrète » du désastre de Seveso. Rappelons que cette petite ville située à une vingtaine de kilomètres de Milan a été victime le 10 juillet 1976 d'un nuage toxique qui se forma consécutivement à un accident dans un réacteur d'une usine chimique. Il provoqua une gigantesque contamination par la dioxine de la ville et des communes voisines. Certes elle montre bien la difficulté de l'action collective par rapport à l'idée qui s'impose peu à peu que le désastre est un événement constituant une « opportunité de changement ». L'analyse du contexte dans lequel est né et s'est imposé un objet mémoriel (en l'espèce un « Pont de la mémoire » pour commémorer le trentième anniversaire de l'événement) et des affrontements locaux auxquels il donna lieu est instructive : cette analyse éclaire les logiques propres et contradictoires animant des groupes sociaux qui veulent exister autrement que dans la seule remémoration du désastre. Néanmoins, ici encore, la situation spécifique en cause rend délicat son apport au concept plus général de gouvernement de la catastrophe, axe central (on le rappelle) de l'ouvrage.
- 11 Enfin dans une postface/conclusion ouvrant sur différents champs des sciences sociales s'intéressant aux catastrophes, le sociologue Nicolas Dodier souligne les vastes potentialités de la recherche en cette matière. Il les situe notamment dans une dimension foucauldienne que revêtirait – selon lui – la démarche de Revet et Langumier. Il en veut pour preuve la mise en avant par eux de la notion centrale (reprise du philosophe) de « dispositifs » (p. 258). Il montre aussi que l'équipe éditoriale et les différents contributeurs posent avec ce livre le cadre d'un programme de recherche d'ampleur (s'il est mis en œuvre et surtout obtient les moyens nécessaires) pour les années à venir dans le domaine.
- 12 Ce livre est à recommander particulièrement aux chercheurs travaillant sur les questions humanitaires aussi bien qu'aux responsables et personnels des organisations désireux de questionner et de mieux contextualiser leurs pratiques d'intervention en situation de catastrophes. Celles-ci ont pris une place majeure dans l'agenda humanitaire, et ce

d'autant plus que les donateurs privés et publics exigent des acteurs de terrain une redevabilité accrue dans le cadre des programmes conduits auprès des populations touchées par des désastres.

---

## NOTES

1. *Anthropologie d'une catastrophe*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2007.

---

## INDEX

**Mots-clés** : action humanitaire, catastrophe naturelle, environnement, organisation non gouvernementale (ONG)

## AUTEURS

### PHILIPPE RYFMAN

Professeur et chercheur associé honoraire au Département de Science Politique, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne et CESSP-Sorbonne

Membre du comité de rédaction